Économie

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **23 (1931)**

Heft 7

PDF erstellt am: **29.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

vail tend de plus en plus vers la journée de 7 heures qui est maintenant appliquée à 62 % des ouvriers de la grande industrie. De même la semaine de 5 jours (4 jours de travail, 1 jour de repos), malgré toutes les difficultés d'application, est devenue une pratique générale. (83 % des ouvriers.) Tout cela n'a pas été sans effet sur la situation du marché du travail. Là où l'on adopte la journée de 7 heures, par exemple cette année sur les chemins de fer, il faut introduire de nouvelles équipes. Quant à la semaine de 5 jours, elle a pour résultat d'augmenter d'environ de 60 jours l'année ouvrable (pas pour l'individu, mais pour le matériel).

Les salaires nominaux ont été relevés de 9 %. Mais, ce relèvement n'a pas eu une influence suffisante sur les salaires réels puisque le coût de la vie a augmenté encore davantage. Néanmoins, la plupart des familles, grâce à la disparition du chômage ayant actuellement plus de membres salariés, ont vu augmenter leurs budgets.

Les conditions de logement des ouvriers ont pu, dans certains cas se trouver légèrement améliorées, car la construction de maisons locatives commence à se développer. Mais, en général, les habitations sont toujours surpeuplées et l'on ne compte pas améliorer la situation avant quelques années. La question de l'habitation reste encore au second plan des préoccupations. On construit beaucoup, mais des usines, des entreprises ou des magasins. Cependant, cette année on s'est attaqué aux projets de « villes socialistes » à Stalingrad, Bolchoé Zaporojié, Magnitogorsk et une équipe de grands architectes allemands dont *E. May*, de Francfort, est allée porter ses conseils au gouvernement soviétique.

Economie.

Les sociétés anonymes suisses en 1930.

On comptait en Suisse fin 1930 13,756 sociétés anonymes avec un capital-actions de 8759 millions de francs. L'augmentation de l'année dernière avait été de 1214 sociétés avec 882 millions de francs. Ces chiffres sont des records dans l'histoire des actions suisses. Ils donnent néanmoins une fausse image du développement, du fait que l'augmentation du capital est dû à la fondation de la Banque des règlements internationaux à Bâle, avec un capital de 500 millions. Sans la B. R. I., l'augmentation du capital n'est que de 382 millions contre 844 millions en 1929. La forte augmentation du nombre des sociétés est due en grande partie à la fondation de 533 petites sociétés immobilières, phénomène typique pour la Suisse romande. Le développement normal des sociétés anonymes en 1930 a donc subi un sensible recul, un premier contre-coup de la crise économique qui sévit. C'est dans les années 1928 et 1929 qu'il y a eu la plus grande quantité de fondations nouvelles et que les augmentations de capitaux des sociétés anonymes ont atteint le point culminant. Le total du capital-actions et de l'augmentation des sociétés anonymes en 1930,

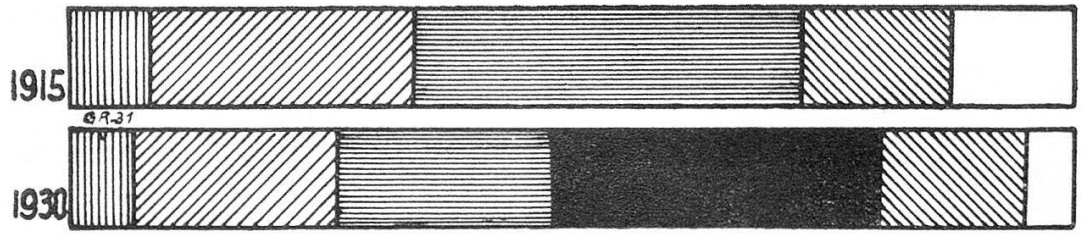
déduction faite des réductions de capital et des dissolutions de sociétés se répartit comme suit sur les diverses branches d'industrie:

	Augmentation nette		Situation au 31 déc. 1930	
	Sociétés	Capital-act. par 1000 fr.	Sociétés	Capital-act. par 1000 fr.
I. Matières premières	+ *2*	+ *13,391*	*283*	*557,988*
dont:				
Usines électriques	0	+ 14,241	71	502,047
II. Industrie	+ *173*	+ *20,671*	*3,197*	*1,775,221*
dont:				
Denrées alimentaires	+ 10	+ 7,791	412	322,566
Textile	+ 6	— 5,343	292	302,647
Produits chimiques	+ 27	+ 2,280	381	262,125
Machines et métaux	+ 59	+ 11,551	1,088	567,271
III. Commerce	+ *999*	+*844,477*	*9,412*	*5,996,589*
dont:				
Commerce proprement dit	+ 244	+ 16,521	2,164	574,223
Banques	+ 14	+525,114	311	1,867,788
Sociétés financières et de participation	+ 196	+287,789	1,181	2,835,443
Sociétés immobilières	+ 533	+ 15,578	5,200	224,615
IV. Transports	+ *23*	+ *777*	*516*	*391,396*
V. Autres sociétés	+ *17*	+ *2,710*	*348*	*37,568*
Total	+*1214*	+*882,026*	*13,756*	*8,758,762*

En ne tenant pas compte de la Banque des règlements internationaux, la majeure partie de l'augmentation du capital est à attribuer comme les années précédentes, aux sociétés financières et de participation. Fin 1930, ces dernières englobaient à peu près le tiers (32,4 pour cent) du capital-actions total. C'est dernièrement seulement que les sociétés financières ont pris cette importance. Il y a à peine quelques années, elles représentaient le $^1/_5$ du capital-actions suisse. (1921 22,7 pour cent, 1924 19,3 pour cent, 1926 21,8 pour cent, 1928 27,9 pour cent.) Nous n'avons malheureusement pas la possibilité de suivre plus loin son développement du fait que l'Office fédéral de statistique n'a fort curieusement pas groupé ces entreprises dans une catégorie spéciale, elle a groupé les sociétés holdings sous les entreprises industrielles et les autres sociétés financières avec les banques. Nous tenons tout de même à établir une comparaison sur la composition du capital-actions suivant les branches d'industrie, et cela pour 1915, année lors de laquelle il y eut pour la première fois und démarcation, ainsi que pour 1930.

Le capital-actions a été réparti comme suit en pour-cent:

	1915	1930
Matières premières	*8,2*	*6,4*
dont: Usines électriques	—	5,7
Industrie	*26,2*	*20,3*
Commerce	*53,6*	*68,5*
dont: Commerce proprement dit	—	6,6
Banques	38,8	21,3
Sociétés financ. et de participation	—	32,4
Sociétés immobilières	—	2,6
Transports	*10,9*	*4,5*
Autres sociétés	*1,1*	*0,3*
Total	*100*	*100*



Comme nous l'avons dit, la comparaison n'est admissible que sous réserve. Le recul du pourcentage du capital-actions de l'industrie s'explique en partie du fait que les sociétés holdings ne sont plus comprises dans l'industrie, mais dans le commerce. Le recul du capital en banques s'explique de la même manière.

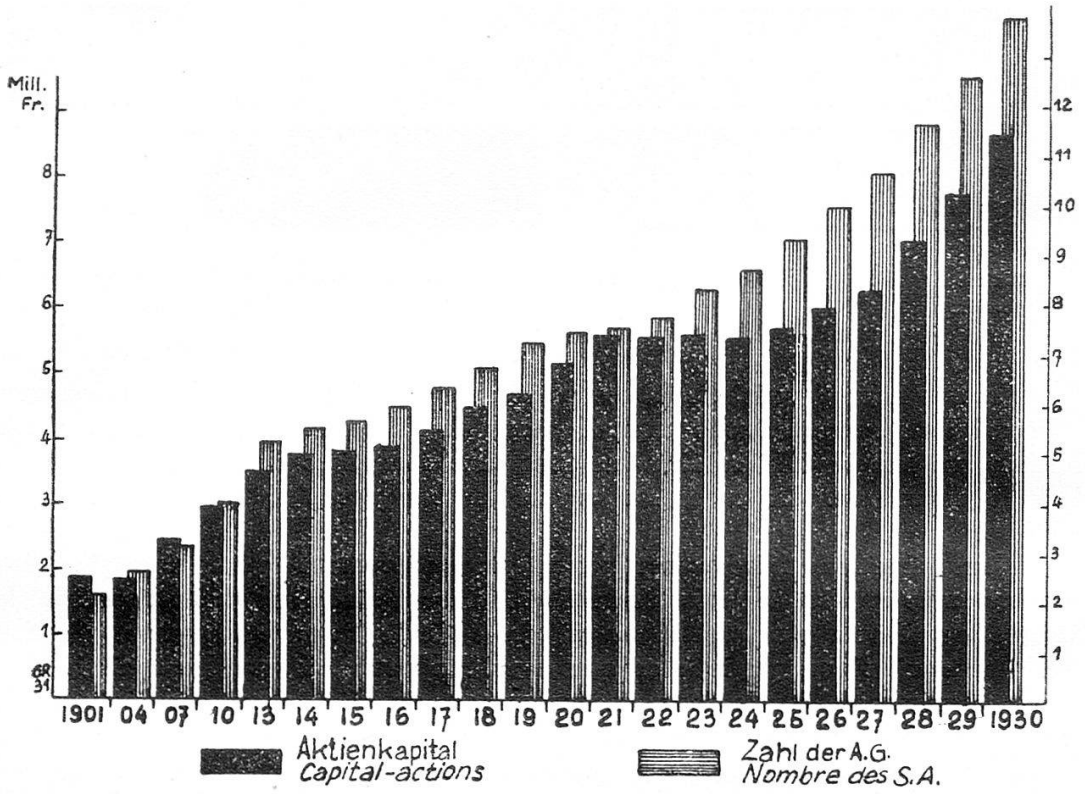
Nous aimerions faire ressortir tout particulièrement que le capital-actions des banques et des sociétés financières, donc le réel capital-actions de la finance, représente plus de la moitié du capital-actions total suisse. Ce fait doit être attribué en partie à ce que dans l'industrie, à part les sociétés anonymes, l'entreprise privée joue encore un certain rôle, alors que les sociétés financières sont presque toutes organisées comme les sociétés anonymes. Il y a en plus de cela la cause principale de l'importance croissante du capital financier dans l'économie capitaliste, ce qui, en Suisse, pays qui est devenu le refuge du capital financier international, ressort très nettement.

Dans les matières premières, le capital-actions joue un rôle très peu important si l'on fait abstraction des usines électriques qui, si on les classe sous cette rubrique, peuvent prêter à confusion. Dans les transports également le pourcentage du capital-actions a diminué du fait que l'on n'a pas construit d'importantes entreprises de transport ces derniers temps.

Pour terminer, nous donnons ci-dessous un aperçu du développement des sociétés anonymes durant les 3 dernières années. Le nombre des sociétés et le montant du capital-actions nominal ont été à chaque fin d'année:

Année	Nombre des S. A.	Capital-actions en millions	Année	Nombre des S. A.	Capital-actions en millions
1901	2,056	1,881	1921	7,498	5,664
1904	2,570	1,844	1922	7,710	5,659
1907	3,111	2,471	1923	8,227	5,693
1910	3,914	2,963	1924	8,670	5,610
1913	5,142	3,542	1925	9,283	5,759
1916	5,850	3,883	1926	9,914	6,013
1918	6,662	4,545	1927	10,637	6,362
1919	7,070	4,729	1928	11,559	7,032
1920	7,337	5,209	1929	12,542	7,876
			1930	13,756	8,759

La guerre a empêché la formation de nouvelles fondations. Mais par la suite, elles augmentèrent rapidement et tout naturellement le capital également par suite de la dévalorisation de l'argent. Cette crise donna lieu à une stagnation 1921/23 spécialement en ce qui concerne l'importance des capitaux (nombreuses baisses de capitaux). En 1925 commence une rapide ascension, non seulement du capital, mais également du nombre des sociétés anonymes. Ce qui prouve que la société anonyme prend de plus en plus la forme légale de la petite entreprise. L'impersonnalité créée par le capitalisme fait chaque



jour de nouveaux progrès. Si malgré tout le capital-actions moyen a quelque peu diminué, le fait est à attribuer uniquement à la forte augmentation du nombre des petites sociétés. Le pouvoir du capital se concentre toujours plus sur un petit nombre de grandes entreprises.

La situation de l'industrie.

On sait que l'Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail fait tous les 3 mois une enquête sur la situation de l'industrie. Au printemps de cette année, 2356 entreprises occupant 234,192 ouvriers, ont pris part à l'enquête. L'importance de ces rapports d'industrie réside dans la manière dont s'exprime le chef d'entreprise sur la situation économique, son opinion est toujours subjective. Ces jugements sont naturellement pessimistes en général. Néanmoins ils permettent de se faire une idée relativement assez exacte du degré d'occupation dans les diverses branches d'industrie. Effectivement le baromètre de l'industrie est plus sensible que les points de repère objectifs sur l'état de la conjoncture.

Satisfaisant à médiocre, tel est l'avis des chefs d'entreprises auxquels on s'est adressé au printemps. Le 10 pour cent des entreprises seulement considère le degré d'occupation comme étant bon, 48 pour cent étant satisfaisant, et 42 pour cent comme étant mauvais. Basé sur le nombre d'ouvriers, le tableau est plus déprimant: Les entreprises ayant un bon degré d'occupation n'occupent que le 8 pour cent des ouvriers compris dans l'enquête. La situation est jugée satisfaisante pour 41 pour cent des ouvriers et mauvaise pour le 51 pour cent des ouvriers.

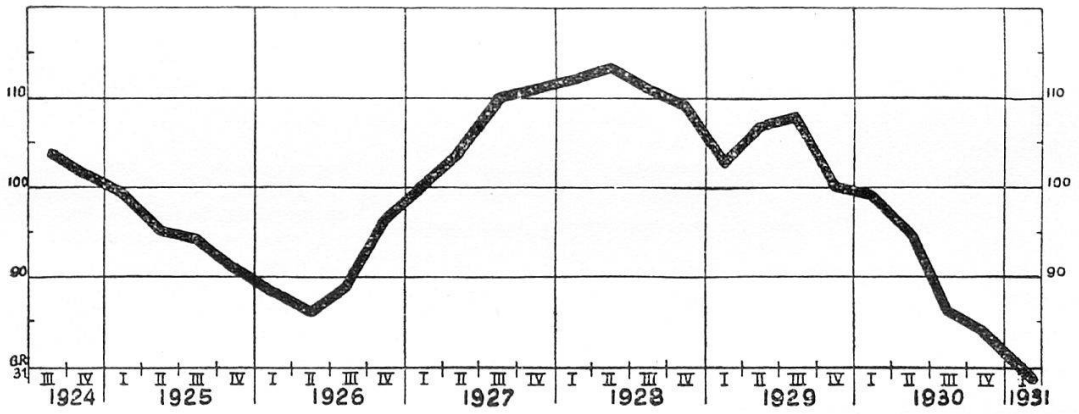
On établit ce qu'on appelle le coefficient de l'occupation sur la base de ces rapports. Les modifications subies ces derniers temps par les différentes branches d'industrie donnent le tableau suivant:

Coefficient d'occupation.

(150 = bon, 100 = satisfaisant, 50 = mauvais)

	1er trim. 1928	1er trim. 1929	1er trim. 1930	2me trim. 1930	3me trim. 1930	4me trim. 1930	1er trim. 1931
Industrie du coton	108	67	72	63	60	63	68
Industrie de la soie	109	87	70	67	66	72	76
Industrie de la laine . . .	117	82	90	88	87	88	73
Industrie de la toile . . .	121	98	92	96	89	100	94
Broderies	112	82	84	74	74	79	89
Autres industries textiles . .	103	121	135	105	75	98	87
Industrie du vêtement . . .	119	84	117	110	109	95	77
Denrées alimentaires . . .	103	100	100	101	101	102	100
Produits chimiques	117	108	102	102	84	81	78
Papier, cuir, caoutchouc . .	92	98	103	97	95	89	75
Arts graphiques	127	125	122	117	111	111	115
Exploitation du bois . . .	113	115	108	112	106	102	91
Métallurgie et industrie des	113	122	110	103	81	79	73
machines	121	121	74	64	60	58	53
Ind. de la terre et de la pierre	107	80	108	123	112	102	83
Construction	115	105	108	105	111	103	101
Total	112	103	99	95	86	84	78

Le degré d'occupation de l'industrie.



La courbe du degré d'occupation effectue un léger fléchissement en 1929 après le développement des années 1926—1928, néanmoins il y eut une amélioration par la suite, puis, depuis le milieu de l'année 1929 il y eut un recul ininterrompu. Actuellement le coefficient est de 78. On peut donc dire sans exagérer que la situation est entre la mention satisfaisant et très mauvais. Le niveau le plus bas que l'on ait constaté depuis l'institution de ces enquêtes (année 1926) est même dépassé de 8 points actuellement. Lors même que ces rapports soient quelque peu pessimistes, ils reflètent néanmoins le caractère de gravité qu'a pris la crise dans l'industrie suisse. Le meilleur moyen de juger de la situation, nous est offert par les graphiques de l'industrie des denrées alimentaires et ceux de l'industrie du bâtiment, c'est-à-dire dans les branches qui travaillent presque exclusivement pour le marché intérieur, alors que la situation est jugée très défavorable dans les industries horlogères, du coton, de la soie, de la laine et des machines. Une démarcation entre les industries indigènes et les industries d'exportation. nous donne les coefficients d'occupation suivants:

	Principalement exportation	Forte exportation, mais non chose principale	Débouchés intérieurs principaux	Total
1925, Ier trimestre	98	99	98	99
1926, Ier »	79	88	99	88
1927, Ier »	103	100	97	100
1928, Ier »	111	114	111	112
1929, Ier »	92	109	106	103
1930, Ier »	79	107	110	99
1931, Ier »	69	74	94	78

Durant l'ascension des années 1927/28 qui se fit assez régulièrement, les industries d'exportation furent atteintes en tout premier lieu par la crise, en partie en 1929/30, en 1928 même, laquelle, depuis fin 1929, s'est peu à peu étendue à toutes les industries travaillant pour le marché indigène.

Les enquêtes menées par l'Office fédéral du travail ont en outre pour but de signaler les modifications des conditions de travail. Nous ne sommes pas à même de juger si nous pouvons nous fier aux données des chefs d'entreprises à ce sujet. Mais, lors même que ces données ne soient pas complètes, ce que nous supposons, du moins donnent-elles un tableau de la *tendance générale* pour l'amélioration ou pour l'aggravation des conditions de travail.

Les problèmes de la durée du temps et des salaires sont également publiés. Nous nous bornons ici à reproduire les modifications de salaires. (Nous avons pris les résultats trimestriels de chaque année et nous avons compté d'une part les changements moyens de salaires subis par les ouvriers compris dans l'enquête, et d'autre part, les modifications de salaires annuelles de la moyenne des 80,000 ouvriers environ occupés par les entreprises en question.)

Certaines fautes de base figurent dans ces calculs, peu importantes, il est vrai, si l'on tient compte des chiffres pour se faire une idée de la tendance générale.

	Augmentation de salaires pour les ouvriers compris dans l'enquête	Diminution de salaires pour les ouvriers compris dans l'enquête	Augmentation de salaires en moyenne de tous les ouvriers compris dans l'enquête	Diminution de salaires en moyenne de tous les ouvriers compris dans l'enquête
1924, 2me semestre	3,65	—	0,36	—
1925	3,42	0,95	0,65	0,10
1926	1,15	0,97	0,23	0,27
1927	0,6	1,41	0,21	0,33
1928	1,52	0,07	0,26	0,014
1929	1,77	0,02	0,30	0,006
1930	2,45	0,18	0,38	0,18
1931, 1er trimestre	2,8	9,8	0,03	0,2

Les augmentations de salaires priment en 1924/25. C'est au début des années de haute conjoncture. En 1926 se manifesta une légère crise (spécialement dans l'industrie du textile) et dès lors les réductions de salaires ont eu lieu de plus en plus. En 1927, ces réductions représentaient le 0,3 pour cent contre 0,2 pour cent d'augmentation de salaires. 1928—1930 ont été des années très favorables pour l'industrie suisse. Alors que l'on a accordé des augmentations de salaires représentant environ 0,2 pour cent par année, les réductions ont été très minimes. Elles augmentent sensiblement en 1930. Lors du premier trimestre 1931 la crise sévit en plein: Les augmentations de salaires ont atteint le minimum de ce qu'elles étaient l'année précédente, alors que les réductions de salaires dépassent déjà ce qu'elles ont été au total en 1930. Le fait que lors des années de haute conjoncture les augmentations de salaires pour les ouvriers intéressés étaient en moyenne de 0,6—3,6 pour cent, alors que les réductions de salaires au cours de ce printemps ont atteint jusqu'à 10 pour cent, est des

plus significatif. Nous avons là la confirmation de ce que nous avons prétendu si souvent soit que la classe ouvrière a tiré bien peu de profit des années de haute conjoncture, alors que dès que sévit la crise, les patrons tentent de mettre le rendement en sûreté au détriment de la classe ouvrière.

Pour terminer, les rapports industriels relèvent également les prévisions d'occupation pour un avenir prochain, ceci naturellement toujours au point de vue patronal. Au printemps 1931, ces prévisions étaient des plus pessimistes, sensiblement plus défavorables que l'année précédente. Les pronostics sont donnés en pour-cent des entreprises comprises dans l'enquête et en pour-cent des ouvriers faisant partie de ces entreprises. Nous indiquons ici uniquement les chiffres pour les ouvriers. Les pronostics d'occupation pour le 1er trimestre 1931 ont été jugés comme suit, sur 100 ouvriers:

	Pronostics d'occupation lors du 1er trimestre 1931			
	bon	satisfaisants	mauvais	indéfini
Industrie du coton	0,1	13,2	47,7	39,0
Industrie de la soie et soie artificielle	—	6,0	42,8	51,2
Industrie de la laine	4,1	25,8	41,5	28,6
Industrie de la toile	3,4	57,9	18,1	20,6
Industrie de la broderie	16,9	14,6	9,6	58,9
Autres industries textiles	—	18,5	41,2	40,3
Vêtement, équipement	2,4	15,3	22,8	59,5
Denrées alimentaires	6,2	40,2	4,8	48,8
Produits chimiques	3,2	19,6	5,7	71,5
Papier, cuir et caoutchouc	2,8	13,1	48,5	35,6
Arts graphiques	10,6	38,4	5,5	45,5
Exploitation du bois	11,6	38,3	10,0	40,1
Industr. métallurgique et des machines	5,4	15,2	53,5	25,9
Horlogerie, bijouterie	0,6	1,4	65,3	32,7
Industrie de la terre et de la pierre	10,5	37,6	2,1	49,8
Industrie du bâtiment	22,8	52,6	6,5	18,1
Total du 1er trimestre 1931	5,2	20,0	36,3	38,5
Total du 4me trimestre 1930	4,2	17,8	31,6	46,4
Total du 1er trimestre 1930	8,9	29,5	20,7	40,9

L'industrie horlogère traverse la situation la plus critique. Dans l'industrie des machines également l'impression est plutôt « mauvaise », alors que dans l'industrie du papier, du cuir et du caoutchouc et dans quelques branches de l'industrie textile cette impression s'applique à plus de la moitié des ouvriers. C'est l'industrie du bâtiment qui jouit de la situation la plus favorable. Les pronostics sont également bons pour l'industrie de la broderie (naturellement relatifs en comparaison des années de crise précédentes), il en est de même dans les arts graphiques et dans l'industrie du bois. Les vues « indéfinies » sont aussi très nombreuses, elles sont même la généralité. De toute manière, nul ne compte sur une amélioration, au contraire, on craint une aggravation de la conjoncture.

Les conditions de travail.

Le niveau des salaires en 1930.

Le numéro de juin « des rapports économiques et statistiques sociales » contient une statistique sur les salaires des ouvriers victimes d'accidents. Nous aimerions établir brièvement une comparaison entre les résultats de 1930 et